

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION 2019-2020

---

17 OCTOBRE 2019

---

**Proposition de résolution relative à la suppression du ticket de caisse en papier et à l'instauration du ticket électronique en tant que norme**

(Déposée par  
M. Willem-Frederik Schiltz et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de résolution reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 29 mars 2019 (doc. Sénat, n° 6-505/1 – 2018/2019).

### I. INTRODUCTION

Rares sont ceux à n'avoir jamais éprouvé un sentiment de contrariété en recevant systématiquement un ticket de caisse en papier lors de l'achat de biens de consommation – qu'il s'agisse de denrées alimentaires, d'appareils électroménagers ou encore d'appareils électroniques – ou après un repas au restaurant. D'ailleurs, nombreux sont les clients qui ne prennent plus la peine d'emporter leur ticket de caisse. Les commerçants eux-mêmes ne sont plus très favorables à la délivrance d'un ticket de caisse. Dans 18 % des petits commerces locaux, tels que les boulangeries, les épiceries ou les salons de coiffure, le ticket de caisse n'est délivré au client que si celui-ci le demande (1).

D'après les commerçants, le consommateur emporterait rarement son ticket de caisse, si bien que celui-ci atterrit généralement dans la poubelle du commerçant. Chaque jour, une énorme quantité de papier est utilisée pour l'impression de tickets de caisse qui finissent à la poubelle. Le ticket de caisse coûte beaucoup d'argent aux

(1) <https://radio2.be/de-inspecteur/check-jij-jouw-kasticket>.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2019-2020

---

17 OKTOBER 2019

---

**Voorstel van resolutie tot afschaffing van het papieren kasticket en de invoering van het e-ticket als norm**

(Ingediend door  
de heer Willem-Frederik Schiltz c.s.)

---

## TOELICHTING

---

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 27 maart 2019 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 6-505/1 – 2018/2019).

### I. INLEIDING

Wie heeft zich nog niet geërgerd over de vele kastickets die automatisch worden afgeprint bij de aankoop van consumentengoederen gaande van eetwaren en restauranttickets tot bruin- en witgoed. Heel veel klanten laten kastickets gewoon liggen aan de kassa. En ook winkeliers zijn er niet echt gek op. Bij 18 % van de kleine handelszaken zoals de plaatselijke bakker, kruidenier of kapper, moet je zelf als klant naar een kasticket vragen om er eentje te krijgen (1).

Via de winkeliers vernemen we dat de consument slechts zelden het ticket meeneemt zodat het veeleer in de vuilnisbak van de winkelier belandt. Per dag gaat het om een enorme hoeveelheid papier die wordt gedrukt om vervolgens in de vuilnisbak te belanden. Het kasticket kost veel geld aan de zelfstandigen, van de aankoop van

(1) <https://radio2.be/de-inspecteur/check-jij-jouw-kasticket>.

travailleurs indépendants: il faut acheter et remplacer les rouleaux de papier et, dans certains cas, des cartouches d'encre, sans compter qu'il faut également acheter les caisses et assurer leur entretien.

Le ticket de caisse vaut comme preuve d'achat et est donc utile si le client n'est pas satisfait du produit ou renonce à l'achat. Les achats effectués par le consommateur sont en effet couverts par une garantie légale. La réglementation légale trouve son origine dans une directive européenne de 1999 (1999/44/CE). Celle-ci a été transposée en droit belge (loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004) et intégrée dans le Code civil (articles 1649*bis*-1649*octies*).

La raison d'être du ticket de caisse est de servir de preuve d'achat. Dans les restaurants, il sert parfois de justificatif pour la TVA et les contributions.

Au siècle dernier, il n'y avait pas d'alternative au ticket de caisse en tant que preuve d'achat, mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. De nombreux achats courants (destinés à une consommation immédiate et ponctuelle) donnent lieu à l'impression systématique d'un ticket de caisse alors que le consommateur ne le réclame plus. Les auteurs de la présente proposition de résolution pensent qu'il faudrait procéder différemment, d'autant plus que ces tickets de caisse sont rarement recyclables (2).

De plus, l'utilité d'un ticket de caisse en tant que garantie est limitée. Le ticket est souvent constitué de papier thermique. Aucune encre n'est nécessaire pour l'impression. Le problème est qu'après quelques semaines, les caractères deviennent presque illisibles. C'est pourquoi les organisations de défense des consommateurs recommandent aux clients de photocopier le ticket de caisse.

Les auteurs pensent qu'il faut en finir avec le gaspillage de tonnes de papier généré par l'impression de tickets de caisse qui atterrissent dans la poubelle du commerçant, quand ils ne sont pas jetés – comme c'est souvent le cas – sur la voie publique.

## II. VERS UN TICKET DE CAISSE ÉLECTRONIQUE

### A. Évolutions récentes en France

Certains magasins, notamment en France, souhaitent abandonner le ticket de caisse en papier et le remplacer par une version électronique envoyée par courriel. Selon une enquête réalisée par une grande chaîne de magasins,

de papierrollen tot het vervangen en plaatsen van de rollen en in sommige gevallen de inktpatronen alsook het onderhoud en de aankoop van deze kassa's.

Het kasticket geldt als een bewijs van aankoop en is dus nuttig indien het product niet voldoet of de consument afziet van de aankoop. Op de aankopen van de consument is immers de wettelijke garantie van toepassing. De wettelijke regeling vindt zijn oorsprong in een Europese richtlijn van 1999 (1999/44/EG). Die werd omgezet in het Belgische recht (wet van 1 september 2004) en opgenomen in het Burgerlijk Wetboek (artikelen 1649*bis*-1649*octies*).

De bestaansreden van het kasticket is dat het geldt als bewijs van aankoop. Voor restaurants dient het kasticket soms ook als bewijsstuk voor de BTW en de belastingen.

Terwijl in de vorige eeuw geen alternatieven bestonden voor het kasticket als bewijs van aankoop is dit nu niet meer het geval. Voor vele gewone aankopen (aankopen voor onmiddellijke en eenmalige consumptie) vraagt de consument geen kasticket meer maar wordt er toch systematisch een kasticket afgedrukt. Indieners menen dat dit anders moet. Zeker omdat deze kastickets vaak niet recycleerbaar blijken (2).

Ook als bewijswaarde voor de waarborg is het nut van een kasticket beperkt. Het ticket is dikwijls gemaakt van thermisch papier. Bij het printen is er geen inkt nodig. Maar na enkele weken is het afschrift nog amper leesbaar. Bijgevolg raden consumentenorganisaties aan dat de consument het ticket kopieert.

De indieners menen dat er paal en perk moet worden geteld aan de tonnen papier die dagelijks onnodig worden afgedrukt en die in het beste geval in de vuilnisbak van de winkelier belanden maar vaak op straat belanden als zwerfvuil.

## II. NAAR EEN DIGITAAL KASTICKET

### A. Recente ontwikkelingen in Frankrijk

Sommige winkels, met name in Frankrijk, willen afstappen van het papieren kasticket en het vervangen door een elektronische versie die per e-mail wordt verstuurd. Volgens een onderzoek van een grote winkelketen

(2) *De Standaard*, 12 april 2018.

(2) *De Standaard*, 12 april 2018.

près de 55 % des clients seraient favorables aux tickets de caisse électroniques.

En France, le groupe politique majoritaire (LREM, La République En Marche) a récemment déposé une proposition de loi qui vise à interdire l'impression systématique d'un ticket de caisse sur papier. Le ticket ne sera délivré au client que si celui-ci le demande explicitement. Si la proposition est approuvée, l'interdiction de l'impression systématique d'un ticket de caisse devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### B. Évolutions récentes en Belgique

Depuis plusieurs mois, dans les supermarchés Albert Heijn Belgique, les clients doivent dire s'ils souhaitent ou non un ticket de caisse. Si ce n'est pas le cas, le ticket n'est pas imprimé. Si, après réflexion, le consommateur souhaite quand même recevoir le ticket de caisse, il peut toujours en demander une copie à l'accueil. Cette mesure porte ses fruits. Elle a permis à cette chaîne de supermarchés de réduire d'un tiers sa consommation de papier pour l'impression de tickets de caisse (3), ce qui est bénéfique aussi bien pour l'entreprise que pour l'environnement. Cela entraîne une baisse des coûts et de la consommation de papier.

Dans les boutiques de vêtements Zeb, un projet est aussi en cours en vue de tester l'instauration du ticket de caisse électronique. Lors de chaque achat, le caissier demande au client s'il est d'accord de recevoir le ticket de caisse par courriel. La porte-parole Erika Mees déclare à cet égard: «La plupart des clients pensent eux aussi que le ticket de caisse électronique est plus pratique car il est plus facile à conserver en vue d'un éventuel échange ultérieur. Il va sans dire que les considérations environnementales ont aussi leur importance. Depuis que nous proposons le ticket de caisse électronique, nous avons déjà économisé une tonne de papier.» (traduction)

### C. Évolutions récentes en Suisse

En Suisse, les magasins Lidl ont décidé de ne plus délivrer d'office un ticket de caisse à tous les clients: dorénavant, on leur demandera s'ils en souhaitent un ou non.

Le but de la chaîne de magasins de discount est de réduire substantiellement sa consommation de papier. Le nouveau système, en vigueur depuis 2017 dans toutes les succursales de la chaîne en Suisse, permettrait à l'entreprise d'économiser trente tonnes de papier par an. Le système avait déjà été testé pendant un certain

zou bijna 55 % van de klanten de digitale kastickets aanvaarden.

In Frankrijk werd onlangs door de grootste politieke fractie (LREM, *La République En Marche*) een wetsvoorstel ingediend dat het systematisch afdrukken van een papieren kasticket wil verbieden. Het zal enkel worden verstrekt als de klant het vraagt. Het verbod op het systematisch afdrukken van een papieren ticket zou, indien het voorstel wordt aangenomen, ingaan op 1 januari 2020.

### B. Recente ontwikkelingen in België

Sinds enkele maanden wordt aan elke klant van Albert Heijn België gevraagd of hij een kasticket wenst. Is dat niet het geval, dan wordt het niet gedrukt. Mocht de consument zich later nog bedenken en toch een kasticket willen, dan kan hij nog een kopie vragen aan het onthaal. Deze maatregel blijkt een voltreffer. Door de maatregel gebruikt de keten een derde minder papier aan kastickets (3). Dit is een win / win voor zowel de onderneming als het milieu. De kosten dalen en er wordt minder papier gebruikt.

Ook kledingwinkel Zeb experimenteert volop met het digitale kasticket. De kassabediende vraagt bij elke aankoop of het oké is dat het rekeningetje volgt via e-mail. «De meeste klanten vinden het digitale kasticket ook het aangenaamste», vertelt woordvoester Erika Mees, «omdat dat gemakkelijker is om te bewaren voor het geval ze de aankoop willen ruilen. En milieu-overwegingen spelen natuurlijk ook een rol. Sinds we het digitale kasticket aanbieden, hebben we al een ton papier uitgespaard.»

### C. Recente ontwikkelingen in Zwitserland

Lidl stopt in Zwitserland met automatisch een kasticket aan alle klanten te geven: zij zullen voortaan de vraag krijgen of ze het ticket willen of niet.

Zo wil de discountketen heel wat papier besparen. Het nieuwe systeem is sinds 2017 ingevoerd in alle filialen in Zwitserland. Dat zou het bedrijf dertig ton papier per jaar besparen. Het systeem werd al geruime tijd getest in een aantal winkels en daar zorgde het niet enkel voor minder papierverspilling maar ook voor schonere

(3) <https://www.retaildetail.be/nl/news/algemeen/weg-met-het-papieren-kasticket>.

(3) <https://www.retaildetail.be/nl/news/algemeen/weg-met-het-papieren-kasticket>.

temps dans plusieurs magasins et il avait permis non seulement de réduire le gaspillage de papier, mais aussi d'assurer une meilleure propreté dans les magasins. La possibilité pour les magasins Lidl d'abandonner le ticket de caisse automatique est aussi à l'étude dans d'autres pays. Mais, pour cela, il y a un certain nombre de choses à changer dans le système, en particulier dans les pays où Lidl vend aussi des produits non alimentaires parce que dans ce cas, le ticket de caisse vaut aussi comme certificat de garantie.

### III. LA DÉLIVRANCE D'UN TICKET DE CAISSE EST-ELLE UNE OBLIGATION LÉGALE?

La prétendue obligation légale de délivrer un ticket de caisse au client est manifestement à l'origine de nombreux malentendus.

C'est au consommateur lui-même qu'incombe la responsabilité de contrôler le prix de chaque achat et donc de réclamer un ticket de caisse au magasin. Le commerçant n'a pas l'obligation légale de délivrer un ticket de caisse.

Le ticket de caisse est en quelque sorte un service supplémentaire que le vendeur peut offrir à ses clients.

Le secteur horeca est soumis à un régime distinct. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, chaque exploitant d'un établissement où sont consommés des repas et chaque traiteur offrant des services de restauration sont tenus de délivrer un ticket de caisse TVA au moyen d'un système de caisse enregistreuse (SCE) pour toutes les opérations effectuées dans l'exercice de l'activité économique et qui ont un rapport avec la fourniture de repas et de boissons, que les boissons soient fournies ou non au cours du repas, en ce compris toutes les ventes de nourriture et de boissons dans l'établissement concerné. Cette obligation ne vaut que si le chiffre d'affaires annuel (hors TVA) généré par les services de restaurant et de restauration, à l'exception des services consistant à servir des boissons, excède 25 000 euros.

La loi n'impose l'établissement d'une facture que dans quatre cas:

- 1) lors de la vente d'un véhicule automobile;
- 2) lors de travaux d'entreprise relatifs à une maison;
- 3) lors d'une vente à tempérament;
- 4) lors d'une vente à distance, par exemple sur Internet.

winkels. Ook in andere landen wordt bekeken of de winkels van Lidl mogelijk kunnen afstappen van een automatisch kasticket. Daarbij moeten er wel een aantal zaken veranderen in het systeem, zeker in landen waar Lidl ook *non-food* verkoopt want daar is het kasticket immers ook het garantiebewijs.

### III. IS EEN KASTICKET WETTELIJK VERPLICHT?

Er bestaan duidelijk veel misverstanden over de zogenaamde wettelijke verplichting om de klant een kasticket te geven.

Als consument ben je zelf verantwoordelijk om de prijs van elke aankoop te controleren en dus om een kasticket te vragen in de winkel. Een winkelier is wettelijk niet verplicht om een kasticket te geven.

Het is een soort extra klantenservice die een verkoper kan aanbieden.

Voor de horeca bestaat er een aparte regeling. Sinds 1 juli 2016 is elke exploitant van een inrichting waar maaltijden worden verbruikt, en elke traiteur die cateringdiensten verricht, verplicht om aan elke belastingplichtige of niet-belastingplichtige klant een btw-kasticket uit te reiken via een geregistreerd kassa systeem (GKS) voor alle handelingen die hij in de uitoefening van de economische activiteit verricht en die verband houden met het verstrekken van maaltijden en dranken, al dan niet verschaft bij de maaltijd, inclusief alle verkopen van spijsen en dranken in deze inrichting. Deze verplichting geldt wanneer de jaaromzet (excl. btw) voor de restaurant- en cateringdiensten, met uitsluiting van de diensten die bestaan uit het verschaffen van dranken, meer bedraagt dan 25 000 euro.

Een factuur is enkel wettelijk verplicht in vier gevallen:

- 1) bij de verkoop van een auto;
- 2) bij de aannemingswerken aan een huis;
- 3) bij de verkoop op afbetaling;
- 4) bij de verkoop op afstand, bijvoorbeeld via internet.

En principe, le commerçant est bien soumis à cette obligation, à moins que le client (en possession d'une carte de client) n'ait marqué son accord pour l'envoi d'un ticket de caisse par courriel. Ce ticket numérique doit alors être envoyé immédiatement dans un format non modifiable, comme un fichier pdf.

Comme il existe aujourd'hui différentes alternatives au ticket de caisse en papier, il est temps de mettre un frein à cet important gaspillage de papier. De plus, *Test Achats* et divers médias recommandent de toujours photocopier le ticket de caisse pour pouvoir faire valoir la garantie, ce qui augmente encore la montagne de papiers...

Des études menées en France montrent qu'une boulangerie consomme chaque mois six rouleaux de papier de 80 mètres de long et de 8 centimètres de large, soit 5 760 mètres de papier par boulangerie et par an. Chaque année, un bureau de tabac consomme 29 kilomètres de papier et un supermarché 848 kilomètres.

Il apparaît en outre que ces tickets contiennent souvent du bisphénol A, un perturbateur endocrinien qui a une incidence sur la santé.

Les auteurs souhaitent qu'un ticket de caisse imprimé ne soit plus délivré qu'à la demande du consommateur et proposent de tendre vers le remplacement complet du ticket de caisse en papier par un ticket électronique dans un délai de trois ans.

#### IV. CARACTÈRE TRANSVERSAL

La présente proposition de résolution porte sur une matière transversale, les Régions étant essentiellement compétentes pour le volet préventif (pollution de l'environnement, recyclage). La protection des consommateurs, quant à elle, est une compétence fédérale.

\*  
\* \*

In principe bestaat de verplichting er voor de winkel wel, tenzij de klant (die in het bezit is van een klantenkaart) toestemming heeft gegeven voor een ticket via e-mail. Dat digitale afschrift moet dan wel direct verzonden worden in een bestand dat niet te wijzigen is, zoals een pdf-bestand.

Aangezien er op dit ogenblik verschillende alternatieven bestaan voor het papieren kasticket is het tijd om paal en perk te stellen aan deze papierverspilling. Bovendien raden *Test Aankoop* en ook diverse media aan om steeds een papieren kopie te maken van het kasticket met het oog op de waarborgregeling wat de papierberg verder doet toenemen...

Onderzoek vanuit Frankrijk toont aan dat een bakkerij per maand zes rollen papier van 80 meter lang en 8 centimeter breed gebruikt. Op jaarbasis komt men aldus op 5 760 meter papier per bakkerij. Een tabakswinkel verbruikt 29 kilometer papier per jaar en een supermarkt 848 kilometer papier per jaar.

Bovendien blijken deze tickets dikwijls bisphenol A te bevatten, een hormoonverstoorder die een impact heeft op de gezondheid.

De indieners willen dat er enkel nog een kasticket wordt afgedrukt als de consument dat vraagt en schuift tevens een streefdoel naar voor van drie jaar waarbinnen het kasticket volledig moet vervangen zijn door een e-ticket.

#### IV. TRANSVERSAAL KARAKTER

Dit voorstel van resolutie betreft een transversale aangelegenheid met de Gewesten waarbij de rol van de Gewesten vooral ligt in het preventieve luik (milieuvuiling, recyclage). Consumentenbescherming is een federale bevoegdheid.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu l'Accord de Paris du 12 décembre 2015, qui vise à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C;

B. vu les CDNN (contributions déterminées au niveau national ou *Intended Nationally Determined Contributions*) déposées par cent nonante-deux pays auprès du secrétariat de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ou *United Nations Framework Convention on Climate Change*), dans le cadre desquelles l'Union européenne se propose de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % à l'horizon 2030 par rapport à 1990; considérant que, même avec les CDNN proposées, la terre se réchauffera encore de 3,5 °C d'ici à la fin de ce siècle; considérant que ce chiffre dépasse encore l'objectif fixé à Paris; considérant que des efforts supplémentaires sont manifestement nécessaires pour réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre;

C. vu le cadre européen en matière de climat, d'énergie et d'environnement;

D. vu la résolution du Parlement européen du 4 avril 2017 sur l'huile de palme et la déforestation des forêts tropicales humides, ainsi que la décision du Parlement européen du 17 janvier 2018 visant, par un amendement à la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, à interdire l'huile de palme à partir de 2021;

E. faisant suite à la proposition de loi qui, en France, vise à interdire l'impression et la distribution systématiques des tickets de caisse (Assemblée nationale, proposition de loi n° 1379 de la députée Patricia Mirallès (4));

F. vu que de plus en plus de magasins prennent spontanément l'initiative de ne délivrer un ticket de caisse en papier au client que si celui-ci le demande;

G. vu la mise sur le marché d'un nombre croissant d'applications permettant d'envoyer le ticket de caisse et la facture au client sous forme électronique;

(4) <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1379.asp>.

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de Overeenkomst van Parijs van 12 december 2015, die tot doel heeft de klimaatopwarming te beperken tot ruim onder 2 °C ten opzichte van het pre-industriële tijdperk en inspanningen te blijven leveren zodat de stijging beperkt blijft tot 1,5 °C;

B. gelet op de door honderd tweeënegentig landen ingediende INDC (*Intended Nationally Determined Contributions*) bij het UNFCCC (*United Nations Framework Convention on Climate Change*), waarbij de Europese Unie vooropstelt de uitstoot van broeikasgassen met 40 % te reduceren tegen 2030 ten opzichte van 1990; overwegende dat zelfs met de voorgestelde INDC's de aarde tegen het einde van deze eeuw nog met zo'n 3,5 °C zou opwarmen; overwegende dat dit nog altijd boven het vooropgestelde streefdoel van Parijs ligt; overwegende dat het duidelijk is dat bijkomende inspanningen noodzakelijk zijn, zodat de uitstoot van broeikasgassen sterk wordt afgebouwd;

C. gelet op het Europese kader inzake klimaat, energie en leefmilieu;

D. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 4 april 2017 over palmolie en de ontbossing van regenwouden, alsook de beslissing van het Europees Parlement van 17 januari 2018, via amendement in de richtlijn 2009/28/CE, ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, om palmolie te weren vanaf 2021;

E. in navolging van het Franse wetsvoorstel tot invoering van een verbod op het systematisch afdrukken en uitreiken van kastickets (*Assemblée nationale, proposition de loi nr. 1379 van de députée Patricia Mirallès (4)*);

F. gelet op het feit dat steeds meer winkels zelf het initiatief nemen om het papieren kasticket enkel aan te bieden als de klant dit vraagt;

G. gelet op het feit dat er steeds meer applicaties op de markt komen die toelaten om het kasticket en de factuur door te zenden naar de afnemer onder de vorm van een *e-ticket*;

(4) <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1379.asp>.

H. vu les calculs établissant que les commerçants britanniques délivrent chaque année 11,2 milliards de tickets de caisse pour un coût total de 32 millions de livres (5) et un poids total de 7 300 tonnes, soit l'équivalent de 87 000 arbres par an;

I. faisant référence à la directive européenne de 1999 (1999/44/CE) transposée en droit belge (loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004) et intégrée dans le Code civil (articles 1649*bis*-1649*octies*), d'où il ressort que la délivrance systématique d'un ticket de caisse n'est pas une obligation légale générale,

Demande aux gouvernements de ce pays:

1) d'interdire, dans un délai d'un an suivant l'adoption de la présente résolution, l'impression et la délivrance systématiques d'un ticket de caisse en papier, sauf si le client le demande expressément;

2) de s'orienter, à une échéance de trois ans au maximum, vers une interdiction totale de l'impression et de la délivrance de tickets de caisse en papier, et de prévoir une réelle alternative grâce à des applications numériques ou l'envoi par courriel;

3) de prévoir pour le secteur horeca, également à une échéance de trois ans au maximum suivant l'adoption de la présente résolution, des alternatives numériques à l'actuel ticket de caisse TVA sur papier;

4) de prévoir des incitants au développement et au déploiement d'alternatives numériques à l'actuel ticket de caisse sur papier, en concertation avec le secteur du commerce de détail et les développeurs d'applications spécifiques de tickets de caisse numériques en insistant sur le coût de la mise en place pour les commerçants ainsi que sur le respect de la vie privée et la protection de l'utilisation des données des clients;

5) de plaider à l'échelon européen pour la suppression progressive puis totale du ticket de caisse en papier et la mise en place d'alternatives numériques, dans un délai de trois ans au maximum.

Le 18 juillet 2019.

(5) <https://www.parcelhero.com/blog/news-updates/study-stamping-out-receipts>.

H. gelet op het feit dat er berekeningen uit Groot-Brittannië waaruit blijkt dat Britse winkeliers jaarlijks 11,2 miljard kastickets overhandigen aan een kostprijs van 32 miljoen pond (5), met een totaal gewicht van 7 300 ton wat het equivalent is van 87 000 bomen per jaar;

I. verwijzend naar de Europese richtlijn van 1999 (1999/44/EG) die werd omgezet in Belgische wetgeving (wet van 1 september 2004) en is opgenomen in het Burgerlijk Wetboek (artikelen 1649*bis*-1649*octies*) waaruit blijkt dat er geen algehele wettelijke verplichting bestaat tot het systematisch afleveren van een kasticket,

Vraagt de regeringen van dit land:

1) om binnen het jaar na de aanneming van deze resolutie het systematisch afdrukken en afleveren van het papieren kasticket te verbieden, behalve als de client er uitdrukkelijk om vraagt;

2) om binnen een periode van maximaal drie jaar over te gaan tot een volledig verbod op het drukken en afleveren van papieren kastickets en te voorzien in een volwaardig alternatief via digitale applicaties of aflevering per e-mail;

3) om, wat de horeca betreft, eveneens binnen een periode van maximaal drie jaar na de aanneming van deze resolutie, te voorzien in digitale alternatieven op het huidige papieren btw-kasticket;

4) om incentives te voorzien wat betreft de uitbouw en uitrol van digitale alternatieven voor het bestaande papieren kasticket en dit in overleg met de retailsector en de ontwikkelaars van de specifieke digitale kasticket applicaties, en met bijzondere aandacht voor de installatiekosten voor handelaars en voor de bescherming van de private levenssfeer en van het gebruik van klantgegevens;

5) om op Europees niveau te pleiten voor het afbouwen en verbannen van het papieren kasticket en het opzetten van digitale alternatieven en dit binnen een periode van maximaal drie jaar.

18 juli 2019.

Willem-Frederik SCHILTZ.

Rik DAEMS.

Stephanie D'HOSE.

Georges-Louis BOUCHEZ.

Véronique DURENNE.

Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN.

(5) <https://www.parcelhero.com/blog/news-updates/study-stamping-out-receipts>.